

Nouvelles d'Espagne et du Portugal Agriculture

Une publication du SER de Madrid
et du SE de Lisbonne
N°35 – août 2024

Sommaire

ACTUALITÉS POLITIQUES

Espagne

- Une majorité fragile et un gouvernement sans budget 2024
- La mobilisation agricole en Espagne a faibli suite aux 43 mesures annoncées le 1er avril par le ministre Planas

Portugal

- Un nouveau gouvernement de centre-droit limité par la polarisation du Parlement en trois forces politiques
- La mobilisation agricole du premier semestre a été brève, juste avant les élections législatives

ACTUALITÉS CLIMATIQUES

Espagne

- Le début d'année 2024 pluvieux a permis de retrouver un niveau de stockage dans la moyenne
- La Catalogne lève l'état d'urgence sécheresse mais maintient des restrictions d'eau
- Plusieurs syndicats réclament la convocation en urgence de la « Table Nationale Sécheresse »

Portugal

- Vers un accord pour résorber les tensions dans le domaine de l'eau avec l'Espagne?
- La sécheresse se poursuit dans le sud du Portugal, favorisant les incendies

ACTUALITÉS AGRICOLES PAR SECTEUR

Espagne

- La récolte de céréales 2024 sera deux fois plus élevée que celle de 2023 malgré de fortes disparités
- Les vendanges s'annoncent globalement bonnes
- Le marché des agrumes 2024 marqué par des difficultés dans la chaîne de valeur
- L'Égypte, nouvel acteur au sein du marché espagnol de la pomme de terre
- Porc blanc : stabilisation du cheptel et recherche d'alternatives au marché chinois
- Un secteur bovin laitier en restructuration

Portugal

- Des vendanges prometteuses dans le Douro, mais une crise persistante des ventes de vin rouge
- La récolte de poires en baisse par rapport aux prévisions

Actualités politiques

Espagne

Une majorité fragile et un gouvernement sans budget 2024

Réinvesti en novembre dernier comme Président du gouvernement, Pedro Sanchez s'appuie en plus du parti Socialiste et de l'alliance d'extrême gauche Sumar, sur les partis indépendantistes basques et catalans. Cette majorité fragile et exigeante en concessions n'a permis de légiférer au Congrès qu'en de rares occasions. Aucun budget pour 2024 n'a pu être voté, conduisant le pays à fonctionner avec le report du budget 2023. L'attention politique s'est focalisée sur les élections régionales qui se tenaient ce semestre dans trois régions et notamment en Catalogne (mai) où la victoire du parti Socialiste qui gouvernera avec l'aide du parti indépendantiste de gauche (ERC) a renforcé les tensions avec le parti indépendantiste de droite (Junts) de Carles Puigdemont, dont le soutien est pourtant indispensable au niveau national pour maintenir la majorité au Congrès des députés. De leur côté, les partis de droite (Parti Populaire) et d'extrême-droite (Vox) continuent de s'opposer fermement aux concessions octroyées par Pedro Sanchez aux partis indépendantistes catalans, même si ce bloc d'opposition semble se fissurer suite à la décision de Vox de ne plus participer aux gouvernements des régions gagnées par le Parti Populaire aux élections régionales de 2023. Vox se démarque du Parti Populaire au sujet d'un accord scellé entre le Parti Socialiste et le Parti Populaire sur le renouvellement du pouvoir judiciaire. Cet été est marqué par le dossier de l'immigration et l'explosion du nombre d'arrivées de migrants (+66% par rapport à 2023). La région des Canaries dont les installations d'accueil sont saturées appelle à l'aide le gouvernement central et les autres régions à la solidarité pour la prise en charge des migrants, mais la forte tension et les fragiles équilibres politiques risquent de bloquer toute perspective d'accord.

La mobilisation agricole en Espagne a faibli suite aux 43 mesures annoncées le 1^{er} avril par le ministre Planas

L'Espagne a connu comme beaucoup de pays européens une vague de manifestations pendant près de deux mois à laquelle le gouvernement espagnol a répondu par une série de mesures, annoncées le 1^{er} avril 2024. L'ensemble de ces mesures couvre sept grandes thématiques : simplification de la réglementation européenne, commerce international, équilibre de la chaîne de valeur agro-alimentaire, assurance agricole, fiscalité-financement, élevage et renouvellement des générations. A noter plus particulièrement : l'engagement de simplifier les règles de la PAC, via la modification du règlement sur la conditionnalité décidée à Bruxelles, et via la modification des éco-régimes pour 2025 dans le plan stratégique espagnol négocié avec la Commission européenne ; l'engagement du gouvernement au sujet de la réciprocité des normes dans les échanges commerciaux, en exigeant des « mesures miroirs » dans la négociation de nouveaux accords de libre-échange ; le renforcement des contrôles de l'application de la loi sur l'équilibre dans la chaîne de valeur ; l'allègement de l'impôt sur les revenus pour les agriculteurs. Ces mesures ont recueilli le satisfecit de deux organisations professionnelles tandis que deux autres syndicats relevaient le manque de mesures sur la prédation des troupeaux par le loup notamment, ou les difficultés du monde de l'élevage. Les manifestations se sont faites de plus en plus rares néanmoins suite à ces annonces et le ministre Planas s'efforce depuis, de communiquer régulièrement sur le suivi de la mise en place de l'ensemble des mesures.

Portugal

Un nouveau gouvernement de centre-droit limité par la polarisation du Parlement en trois forces politiques

Le nouveau gouvernement portugais de centre-droit mené par Luis Montenegro est entré en fonction le 2 avril dernier, mettant fin à huit ans de mandat du socialiste António Costa, qui succédera à Charles Michel à la présidence du Conseil européen à partir de décembre 2024. Les élections législatives anticipées du 10 mars qui ont porté le centre-droit au pouvoir sans majorité absolue à l'Assemblée, se sont également soldées par la montée en puissance du parti d'extrême-droite Chega (Assez !), désormais troisième force politique du pays. Le gouvernement pourrait notamment se heurter à l'obstacle du vote du budget de l'État dès l'automne prochain, alors que la production législative se trouve déjà largement freinée par l'absence de majorité parlementaire. André Ventura, dirigeant de Chega, a ainsi conditionné l'approbation du budget par les cinquante députés de son parti à l'organisation d'un référendum sur l'immigration, proposition rejetée par le Parti social-démocrate du Premier ministre. Cette instabilité politique intervient alors que les difficultés sociales structurelles du Portugal tendent à s'accroître : pénurie de logements abordables, bas niveau du salaire minimum, fuite des jeunes diplômés, crise des services d'urgence, surcharge de demandes adressées à la nouvelle Agence pour les Migrations et l'Intégration (AIMA) notamment.

La mobilisation agricole du premier semestre a été brève, juste avant les élections législatives

La mobilisation des agriculteurs portugais n'a pas été aussi longue que celle des autres agriculteurs européens et notamment de leurs homologues espagnols. Après quelques jours de blocages de routes, l'annonce par l'ancien gouvernement début février d'aides à hauteur de 400 M€ couvrant notamment les difficultés liées à la sécheresse dans l'Algarve et un renforcement du deuxième pilier de

la PAC, ont semblé permettre de mettre fin au mouvement. La perspective des élections législatives du 10 mars et du changement de majorité a peut-être été perçue comme un instrument encore plus efficace pour obtenir des réponses aux maux du monde agricole, qui s'était déjà largement exprimé lors de manifestations d'ampleur en 2023. Le 28 mars, José Manuel Fernandes a été nommé nouveau ministre de l'agriculture et de la pêche du Portugal. Précédemment député européen, il était membre de la Commission agriculture du Parlement en 2023, après avoir siégé dans la commission responsable du suivi des plans de relance et de résilience post COVID des États membres. Peu après son entrée en fonction, le Premier ministre Montenegro et le ministre de l'Agriculture Fernandes inauguraient le 30 avril l'un des principaux événements agricoles de l'année, la foire Ovibeja, suite à l'invitation des professionnels. En 2023, la précédente ministre s'était vue signifier le refus de la profession de la voir inaugurer ce même salon, en signe de protestation contre la politique du gouvernement d'António Costa à l'égard du monde agricole.

Actualités climatiques

Espagne

Le début d'année 2024 pluvieux a permis de retrouver un niveau de stockage dans la moyenne

L'ensemble des réservoirs d'eau a atteint à la mi-août 52,3% de la capacité nationale, grâce à une première moitié de l'année pluvieuse (+6% par rapport à la normale). A cette même période, il y a un an, lorsque la sécheresse sévissait en Espagne, la réserve hydrique du pays atteignait seulement 38,8% de sa capacité. L'état actuel du stock d'eau est satisfaisant puisqu'il est légèrement au-dessus de la moyenne décennale de 50,9%. Ce chiffre global cache néanmoins de grandes disparités entre les régions. Celles de l'arc méditerranéen qui subissaient encore les conséquences de la sécheresse en début d'année comme la Communauté Valencienne, l'est de l'Andalousie et la Catalogne (voir ci-dessous), constatent des niveaux d'eau stockée qui restent préoccupants et bien en-deçà de la moyenne décennale.

La Catalogne lève l'état d'urgence sécheresse mais maintient des restrictions d'eau

Le gouvernement catalan, a annoncé le 7 mai dernier la levée de l'état d'urgence sécheresse et le retour au scénario exceptionnel, ce qui implique des assouplissements dans les restrictions d'usage de l'eau pour les agriculteurs de la région : 40% de l'irrigation est interdite, contre 80% dans le scénario d'urgence et la consommation d'eau pour l'élevage est réduite de 30% contre 50% dans le scénario d'urgence. Pour mémoire, le 2 février dernier, les autorités catalanes avaient décrété l'état d'urgence sécheresse pour près de six millions de personnes, principalement à Barcelone et dans sa zone métropolitaine, ce qui s'était traduit par de fortes restrictions d'eau, notamment pour le secteur agricole. Cependant, la situation reste précaire avec un niveau en août d'eau stockée de 30% des capacités (25% en août 2023) à comparer à une moyenne décennale de 65%. En attendant la livraison des usines de dessalement d'eau de mer dont la construction a été décidée l'année passée, une usine de dessalement flottante dans le port de Barcelone sera opérationnelle en octobre pour 5 ans produisant environ 14 hectomètres cubes d'eau par an, soit 6% de l'eau consommée à Barcelone et dans son agglomération. 12 stations de dessalement mobiles seront par ailleurs installées dans les mois à venir dans le secteur le plus affecté par la sécheresse, à savoir le nord-est de la Catalogne.

Elles produiront chacune environ 1000 mètres cubes d'eau par jour. Grâce à ces mesures qui représentent un investissement total de 110 millions d'euros, les autorités catalanes excluent désormais le recours à des bateaux-citernes pour ravitailler Barcelone en eau, solution jugée plus coûteuse et moins durable.

Plusieurs syndicats agricoles réclament au gouvernement la convocation en urgence de la « Table Nationale sur la Sécheresse »

Le 6 juin dernier, ASAJA, COAG et les coopératives agricoles ont demandé au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (MAPA) la convocation en urgence d'une « Table Nationale sur la Sécheresse », afin de faire face à la situation critique de milliers d'agriculteurs espagnols qui subissent, pour la troisième récolte consécutive, de fortes pertes, dans les régions d'Aragon, de Catalogne, de Valence, de Murcie et de l'est de l'Andalousie. Les cultures les plus touchées par la sécheresse sont les céréales, la vigne, les oliviers et les arbres fruitiers pour lesquelles des pertes de récolte jusqu'à 70% seraient possibles. L'élevage extensif de ces régions souffre également grandement du manque de fourrage.

La « Table Nationale sur la Sécheresse » a été convoquée pour la dernière fois, le 19 avril 2023. Elle réunit les syndicats agricoles, les coopératives agroalimentaires, les associations d'irrigants, les représentants des ministères de l'Agriculture et de la Transition Ecologique. Les syndicats réclament, entre autres, des aides directes pour les agriculteurs les plus touchés par les effets de la sécheresse ainsi que pour les coopératives qui souffrent d'une diminution du volume de leur production commercialisable. De plus, ils demandent au MAPA de traiter avec la Commission Européenne la mesure d'« exceptionnalité due à la sécheresse » afin que les aides de l'Etat ou des communautés autonomes ne soient pas prises en compte dans le régime d'aides de minimis, ce qui permettrait aux producteurs qui ont déjà bénéficié d'un soutien économique au cours des années précédentes de ne pas être exclus des bénéficiaires des aides de cette année.

A la fin du mois de juillet, les communautés autonomes concernées se sont jointes à la demande, élevant la pression sur le ministre Planas. Dans une lettre commune, les régions d'Andalousie, Murcie, Valence, Castille-la-Manche et la Rioja ont

ainsi réclamé l'élaboration d'un plan d'urgence pour faire face à cette nouvelle année difficile.

Portugal

Vers un accord pour résorber les tensions dans le domaine de l'eau avec l'Espagne ?

Depuis plusieurs années, des représentants du secteur agricole portugais dénoncent régulièrement le non-respect par l'Espagne de la convention bilatérale d'Albufeira, signée en 1998 et engageant l'Espagne et le Portugal à coopérer dans la gestion des bassins hydrographiques partagés (à savoir, les fleuves Lima, Minho, Douro, Tage et Guadiana). Les tensions liées à la mauvaise gestion commune de l'eau en péninsule ibérique se sont accentuées depuis 2023 en raison de la situation de sécheresse extrême sévissant en Andalousie et en Algarve et affectant les agriculteurs des deux régions. Le 3 juillet dernier, la ministre portugaise de l'Environnement et de l'Énergie, Maria da Graça Carvalho, a rencontré son homologue espagnole, Teresa Ribera à Lisbonne, afin d'établir les lignes directrices qui permettront de résoudre les questions relatives au secteur de l'eau et qui attendent des réponses depuis plusieurs années. Les ministres sont parvenues à un accord de principe concernant le prélèvement d'eau à Pomarão et la gestion des débits écologiques du Tage. Elles se réuniront de nouveau à Madrid le 26 septembre prochain afin de conclure l'accord final, qui devra notamment régler le litige autour du réservoir d'Alqueva, le plus grand réservoir Portugais. En effet, l'Andalousie est accusée depuis deux décennies de capter illégalement de l'eau de ce grand lac artificiel situé sur le cours du Guadiana, pour un dommage estimé à 40 millions d'euros. Maria Graça Carvalho a précisé que, dans le cadre du futur accord bilatéral sur les questions hydriques, l'Espagne versera 2 millions d'euros par an au Portugal en dédommagement des captages d'eau dans l'Alqueva, ce qui n'a néanmoins pas été confirmé par les autorités espagnoles.

La sécheresse se poursuit dans le sud du Portugal, favorisant les incendies

En raison de la sécheresse touchant l'Algarve en 2023, l'ancien gouvernement portugais avait déclaré en février dernier une situation d'alerte et adopté une résolution prévoyant des restrictions d'eau de l'ordre de 15% pour les usagers en milieu urbain et de 25% pour les agriculteurs. En mai, le nouveau gouvernement de Luis Montenegro avait assoupli ces restrictions au vu de l'amélioration des conditions hydrologiques, qui avait conduit l'Institut portugais de la Mer et de l'Atmosphère (IPMA) à annoncer la fin de la « sécheresse météorologique » dans le sud du Portugal. Cependant, le 14 juin dernier, le Conseil des ministres a approuvé une résolution maintenant la reconnaissance d'une situation d'alerte en Algarve, tout en prévoyant un paquet de mesures destinées à lutter contre la sécheresse, dont un investissement de 103 millions d'euros. A la fin du mois de juillet, 40% du territoire du Portugal continental, et notamment le sud du pays, se trouvait toujours en situation de sécheresse météorologique modérée ou sévère. Durant l'été, l'aridité, conjuguée aux fortes chaleurs, a contribué à l'augmentation du risque d'incendie. Ainsi, au mois de juillet, plus de 1 580 hectares, dont 331 hectares de zones rurales, ont brûlé au Portugal, tandis que, durant les deux premières semaines d'août, les incendies ont affecté 3 484 hectares de terrain, dont 633 en zones rurales. Le 22 août dernier, la ministre de l'Environnement et de l'Énergie, Maria da Graça Carvalho, a déclaré être satisfaite du résultat des mesures d'économie d'eau en Algarve, bien qu'il faille encore « en faire plus ». Le gouvernement s'est notamment engagé à travailler avec les municipalités du sud du pays afin d'améliorer les infrastructures hydriques, en faisant construire une usine de dessalement, en renforçant les barrages, en recyclant l'eau pour les terrains de golf et en réduisant les fuites des réseaux.

Actualités agricoles par secteurs

ESPAGNE

La récolte de céréales 2024 sera deux fois plus élevée que celle de 2023 malgré des fortes disparités

Toutes les communautés autonomes ne sont pas touchées de la même manière par la sécheresse et par ses conséquences sur l'activité agricole. Les prévisions de moisson des céréales à paille 2024 est un bel exemple de ces disparités. L'association des commerçants de céréales et oléagineux (ACCOE) estime la récolte à 18,3 Mt de céréales à paille à l'échelle nationale, chiffre encourageant par rapport aux 9 Mt de l'année 2023 et qui se situe dans la moyenne des 10 dernières années. Cependant, les zones qui sont fortement touchées par la sécheresse comme la Catalogne, certaines provinces d'Aragon, la province d'Albacete et le sud-est de la péninsule, constatent une forte baisse de leur production de céréales. La Catalogne subit une réduction de moitié de sa récolte de céréales d'hiver non irriguées par rapport à une année normale, pour la deuxième année consécutive.

Les vendanges s'annoncent globalement bonnes

Les vendanges 2024 en Espagne sont attendues avec un optimisme prudent par les viticulteurs et les œnologues, qui prévoient une récolte de près de 40 millions d'hectolitres, de haute qualité. L'année passée avait été fortement affectée par la sécheresse, qui avait provoqué une baisse historique à 32 millions d'hectolitres. A elle seule, la région de Castilla-la Mancha devrait produire 23 millions d'hectolitres, soit une hausse de 33% par rapport à l'année 2023. Cette situation globalement positive cache le développement inégal du raisin dans le pays où certaines régions (Catalogne, Castilla y León, Valence et Murcie) entrevoient une réduction de la production, n'ayant pu bénéficier des mêmes conditions climatiques.

Le marché des agrumes 2024 marqué par des difficultés dans la chaîne de valeur

La campagne des agrumes 2024 a été marquée par des prix bas aux producteurs, tant pour le secteur des oranges que pour celui des citrons. A titre d'exemple, le prix des oranges a chuté jusqu'à 30% au cours de l'année par

rapport à 2023 pour certaines variétés, ce qui a provoqué la colère des producteurs. La crise traversée s'expliquerait par une sous-estimation des rendements en début de campagne, générant un afflux d'importations en provenance d'Egypte (+56% par rapport à l'année dernière), qui s'est retrouvé en compétition sur le marché avec la production espagnole finalement plus élevée que prévu. Une autre raison invoquée est la baisse de la consommation en oranges (-10% par rapport à l'année dernière) causée, entre autres, par l'inflation, et des températures hivernales anormalement élevées. Malgré cette baisse de prix aux producteurs, les prix en supermarché sont restés élevés voire en légère augmentation. La commercialisation de la variété *Lane Late* en constitue un exemple : son prix à l'origine a baissé de 18% par rapport à 2023 (0.26€/kg) alors que son prix en supermarché a augmenté de 15%, à 1.89€/kg. Les syndicats de producteurs réclament un renforcement des contrôles par l'Agence d'Information et de Contrôle Alimentaires et un renforcement des sanctions pour tout contrat de vente d'oranges dont le prix est inférieur aux coûts moyens de production.

L'Egypte, nouvel acteur au sein du marché espagnol de la pomme de terre.

La pomme de terre est, dans la catégorie des fruits et légumes, le produit le plus importé par l'Espagne. Ce marché devient de plus en plus attractif pour les pays exportateurs puisque les importations espagnoles ont augmenté de 30% en volume et de 60% en valeur depuis 2018, atteignant 1 million de tonnes importées pour 472 millions d'euros en 2023. Au sein de ce marché, l'Egypte a fait une entrée remarquée en augmentant de 2100% en valeur ses exportations de pommes de terre sur le territoire espagnol au cours des 5 dernières années. L'Egypte devient ainsi en 2023 le premier fournisseur hors UE en pommes de terre de l'Espagne, tandis que la France renforce sa position de premier fournisseur mondial avec une augmentation de 57% de ses exportations sur le territoire espagnol depuis 2018.

L'augmentation des importations espagnoles de pommes de terre, alors que la demande est à la baisse (-11.7% par rapport à 2018), reflète le déclin de cette culture en Espagne. Depuis 5 ans, la surface en pommes de terre a reculé de 15 000 hectares. Les prévisions pour la campagne 2024 sont en baisse notamment du fait d'une pénurie de plants et de la difficulté croissante des cultivateurs à protéger leurs cultures des maladies.

Selon la FEPEX (Fédération Espagnole des Associations de Producteurs Exportateurs de fruits et légumes), la pomme de terre devrait pouvoir bénéficier des aides sectorielles de la PAC dans le but de constituer des organisations de producteurs et de développer des programmes opérationnels et ainsi tenter de redresser la production nationale.

Porc blanc: stabilisation du cheptel et recherche d'alternatives au marché chinois

Malgré une stabilisation de son cheptel (34,4 M de têtes fin 2023), la baisse du nombre d'exploitations se poursuit avec -4% sur un an. En termes de production, l'Espagne a produit 4,88 Mt de viande porcine en 2023 soit -2,9% par rapport à l'année précédente. La barre des 9 Md€ de vente à l'export a été franchie pour la première fois, malgré une légère baisse en volume. Avec 57% de sa production exportée, l'Espagne reste le leader européen incontesté de ce secteur et c'est aussi le seul pays de l'Union Européenne à compter des entreprises (au nombre de 3) dans le classement mondial des 50 plus grands producteurs de porcs en 2023.

La Chine, premier pays consommateur et producteur, représentait pour l'Espagne son premier marché à l'export en 2020, achetant 45 % de ses exportations. Face à la récupération de la production chinoise ces dernières années après la crise de la peste porcine africaine de 2018, et la baisse des importations liée (- 69% entre 2020 et 2023), les entreprises espagnoles ont dû s'adapter. Au-delà du marché de report européen, les entreprises cherchent à diversifier leurs marchés asiatiques. Ainsi, l'interprofession espagnole du porc blanc Interporc, a signé deux mémorandums d'accord avec la Malaisie et les Philippines en mars dernier au cours du salon Alimentaria de Barcelone. Le secteur espagnol espère renforcer les relations commerciales de ses entreprises porcines avec ces pays, en plus de promouvoir l'échange d'informations techniques. L'Espagne est déjà bien positionnée sur ces deux marchés puisque les Philippines est la 12^e destination en valeur et la Malaisie, la 20^e, mais le secteur espère que ces accords permettront aux entreprises espagnoles de s'y développer davantage.

Cette recherche de marchés alternatifs à la Chine est devenue existentielle depuis le déclenchement cet été du conflit commercial avec l'Europe sur les voitures électriques et les menaces d'augmentation des droits de douanes de la Chine, d'ici la fin de son enquête anti-dumping.

Un secteur bovin laitier en restructuration

Le nombre d'exploitations laitières en Espagne est passé au début 2024 sous la barre des 10 000, dans la lignée de la forte baisse constatée depuis plusieurs années. En 2015, à la fin des quotas laitiers, on en dénombrait 18 000. Le nombre total de vaches laitières a baissé de seulement 8%

depuis cette date. La production, après une hausse entre 2015 et 2021 s'est stabilisée aux alentours de 7,4 Mt annuelles. Ces chiffres confirment la dynamique de restructuration que vit le secteur espagnol, caractérisée par une disparition des plus petites exploitations, moins rentables ou trop éloignées des laiteries, un accroissement de la taille moyenne des élevages et un accroissement de la productivité par animal. La question se pose de savoir jusqu'où ira ce processus de concentration des élevages, notamment dans les régions de la corniche cantabrique qui concentrent 77% de la production nationale et notamment la Galice (56%) ?

Portugal

Des vendanges prometteuses dans le Douro, mais une crise persistante des ventes de vin rouge

Les vendanges ont débuté courant août dans la région du Douro, mondialement connue pour ses vins rouges traditionnels et son vin fortifié de Porto. Les perspectives sont bonnes aussi bien en quantité qu'en qualité. Les producteurs restent néanmoins très préoccupés par la crise structurelle de surproduction des vins rouges qui frappe cette région comme les autres grandes régions productrices européennes et qui va nécessiter à nouveau cette année la mise en place de mesures de distillation grâce à 15M€ de la réserve de crise européenne. Face à cette situation les producteurs tentent de s'adapter et cherchent à produire des vins plus équilibrés et plus légers répondant mieux à la demande nationale et internationale. La réorientation vers les blancs est également de plus en plus considérée par les caves, quitte à s'approvisionner en raisin auprès d'autres producteurs. Par ailleurs, le volume total annuel de moût pour la fabrication du Porto a été fixé en baisse de 10% par rapport à 2023 par l'interprofession, ce qui risque de réduire le revenu des producteurs de raisin livrant aux caves de Porto. Une autre difficulté à laquelle font face les producteurs en ces temps de vendanges est celle de la main d'œuvre qualifiée difficile à trouver et pourtant indispensable dans ces vignes inaccessibles aux machines car plantées sur les terrasses séculaires à flancs de falaises au-dessus du fleuve Douro. Les difficultés économiques s'accumulent donc pour cette région viticole dont le paysage unique appartient au patrimoine mondial de l'Unesco.

La récolte de poires en baisse par rapport aux prévisions

L'Association Nationale de Producteurs de poire Rocha (ANP) estime que la récolte de poires, en cours jusqu'à début septembre, ne permettra pas d'atteindre les prévisions de 115 000 tonnes annoncées au mois de juin. Le résultat final devrait être proche des 100 000 tonnes,

comme en 2023, ce qui constitue un résultat bien en deçà d'une récolte normale, jusque-là considérée aux alentours de 170 000 tonnes. Mais les dernières années ont été très difficiles sur le plan climatique pour les producteurs, qui ont réduit le potentiel de production à 11000 ha. La campagne 2024 a également été marquée par la recrudescence de certains pathogènes qu'il est difficile de combattre d'après les producteurs, au vu du nombre décroissant de produits de défense des cultures homologués.

La poire Rocha est la principale variété cultivée au Portugal. Elle bénéficie d'une appellation d'origine protégée « Poire Rocha de l'Ouest » et ses vergers sont très répandus dans la région de Lisbonne. Le Portugal est le 5^{ème} producteur européen et exporte 60% de sa production, dans un marché où la Belgique et les Pays-Bas ont récemment fortement augmenté leur potentiel face aux difficultés des pays traditionnellement producteurs comme l'Italie ou l'Espagne. Le Portugal est le deuxième fournisseur de la France en poires, derrière la Belgique, et la France est le deuxième client du Portugal, derrière le Brésil.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Madrid

Rédaction : SER de Madrid, SE de Lisbonne

Abonnez-vous : madrid@dgtresor.gouv.fr